



Demande de permis d'urbanisme avec concours d'un architecte

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1

a) Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

Adresse

Rue :

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **Le Sanglier des Ardennes By Bru**

Forme juridique : **Société anonyme**

Adresse

Rue : **Rue de Rome n°1 boîte /**

Code postal : **6940** Commune : **Durbuy** Pays : **Belgique**

Téléphone : **0476 69 33 00** Fax : **/**

Courriel : **laurent@lpm.be**

Personne de contact

Nom : **Devoldere** Prénom : **Laurent**

Qualité : **Directeur des travaux**

Téléphone : **0476 69 33 00** Fax : **/**

Courriel : **laurent@lpm.be**

b) Architecte

Architectes

Nom : **Ponnet, Méhagnoul, Collignon** Prénom : **Lies, Julie, Martin**

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : **6940 Architecture Durbuy**

Forme juridique : **Srl**

Qualité : **Architectes gérants**

Adresse

Rue : **Neuve Voie** n° **1** boîte /
 Code postal : **6940** Commune : **Durbuy** Pays : **Belgique**
 Téléphone : **086/40.19.07** Fax : /
 Courriel : **info@archi6940.be**

Le demandeur a reçu de son architecte l'attestation n°**21027000254610** délivrée le **11/06/2024** par l'Ordre des Architectes pour le présent projet qui confirme que ce dernier est bien en droit d'exercer la profession. Le contenu de l'attestation est accessible sur le site www.archionweb.be – attestation.

Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Le projet vise la régularisation de certaines installations mises en place ainsi que l'extension et la création d'autres installations. ». Plus précisément, il s'agit actuellement d'un village de vacances (CODT DIV.45) de haut standing dénommé "*Glamping – Greenfields*" proposant différents types de tentes aménagées

Le village de vacances dispose également d'une piscine ainsi que de 4 terrains de padel et d'autres installations de loisirs.

Le projet a fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement répondant aux conditions émises au CODT art RIV.45-2

Situation de fait :

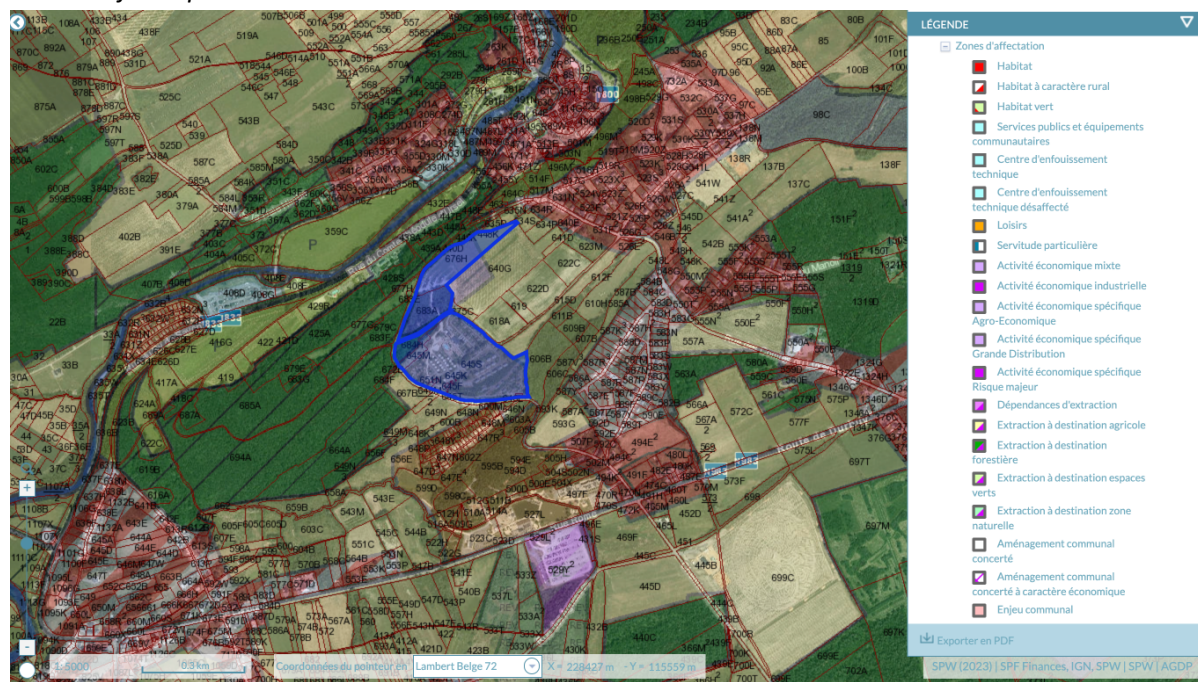
1. Implantation de terrains de padel, d'aires de jeux et d'une piscine
2. Abris fixes (anciennement mobile) pour une total de 112 unités (30 tentes safari 20 tentes rondes + 17 lodge Shaka + 45 tentes Bali)
3. Aménagements des abords avec modifications du relief
4. Implantation de blocs sanitaires, stations d'épuration et bassin tampon

Situation projetée :

5. Régularisation et extension d'un restaurant
6. Implantation de terrain multisports et d'un espace yoga
7. Implantation d'un parking

L'ensemble permet d'offrir des activités complémentaires au site et de renforcer la sécurité.

Situation juridique du bien :



Plan de secteur (voir EIE 7.8.1.2 plan de secteur)

Affectation du bien concerné au plan de secteur de Marche La Roche entré en vigueur le 25/01/1989 :

- Loisir
- Activité économique mixte
- Forestière – Périmètre d'intérêt paysager
- Zone agricole

Hormis 1 tente existante située en zone agricole, les activités liées à cette demande ne seront développées que dans les zones de Loisirs et d'Activité économique mixte.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

Néant

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : **Rue du Gibet, 50**

Commune : **6940 Durbuy**

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles – **Voir Plan cadastral et Extrait cadastral joint au dossier.**

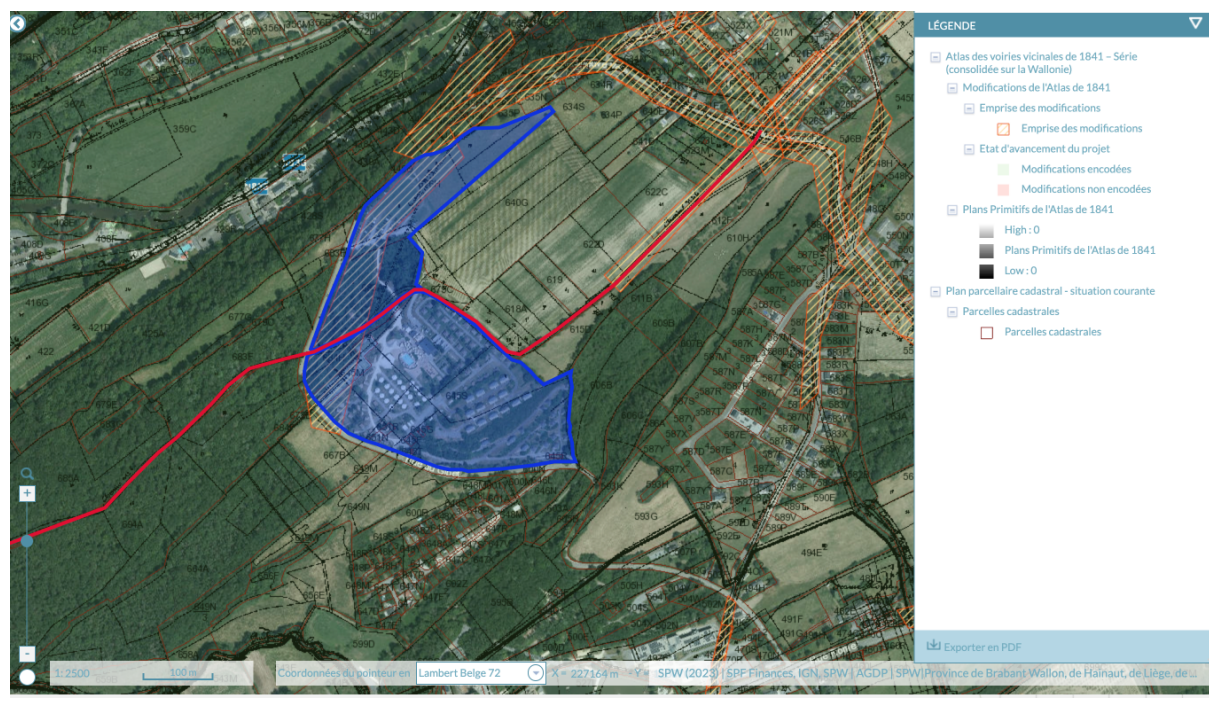
	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	645F	Sanglier des Ardennes By Bru
Parcelle 2	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	645G	Sanglier des Ardennes By Bru
Parcelle 3	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	645K	Sanglier des Ardennes By Bru
Parcelle 4	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	645M	Sanglier des Ardennes By Bru
Parcelle 5	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	645R	PadelWorld
Parcelle 6	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	645S	Sanglier des Ardennes By Bru
Parcelle 7	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	645T	Sanglier des Ardennes By Bru
Parcelle 8	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	651N	LPM Holding
Parcelle 9	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	651R	Sanglier des Ardennes By Bru
Parcelle 10	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	676H	
Parcelle 11	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	683A	Sanglier des Ardennes By Bru
Parcelle 12	Durbuy	Div.1/Durbuy	A	684H	L.P.M.-Events

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui : Voirie vicinale N°6 dit "de Bohon

Voir EIE 7.9.5 accessibilité piétonne et cycliste



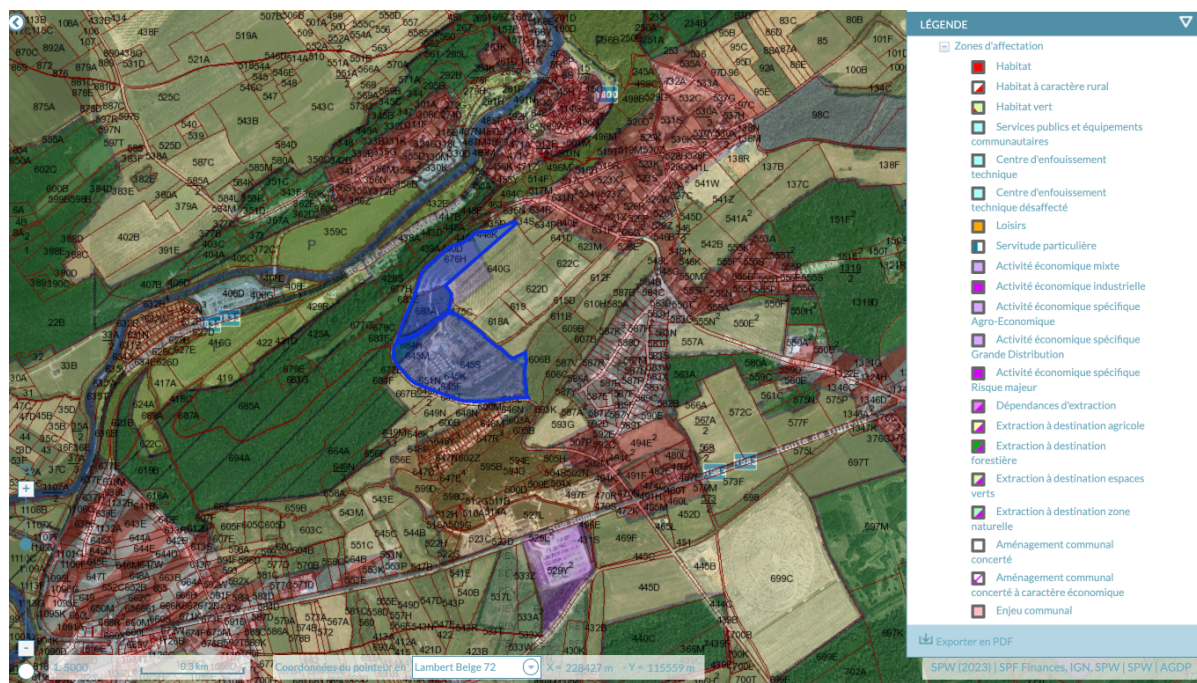
Cadre 4 - Antécédents de la demande

- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à
 - Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à
 - Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :
- 22/06/2022** – Demande de permis incomplet – modification de procédure EIE + permis Unique
Réf. Commune : 10007224/FGE.mto
- 09/08/2021** – Octroi construction d'une cabine haute et basse tension
Réf. Commune : 2021/0069
- 29/05/2018** – Octroi démolition et reconstruction d'un bloc sanitaires
Réf. Commune : 2018/0023
- 22/02/2018** – Octroi Déclaration classe 3 – Station d'épuration
Réf. Commune : A 604
- 30/01/2018** – Octroi construction de 14 unités fixes d'hébergement touristique
Réf. Commune : 2017/0034
- 22/07/2004** – Octroi permis environnement Camping
Réf. Commune : 2/752.2/PE29-2004/MT
Réf. DPA : D3100/83012/RGPPED/2004/15/PB-PE (Dossier : 2487)

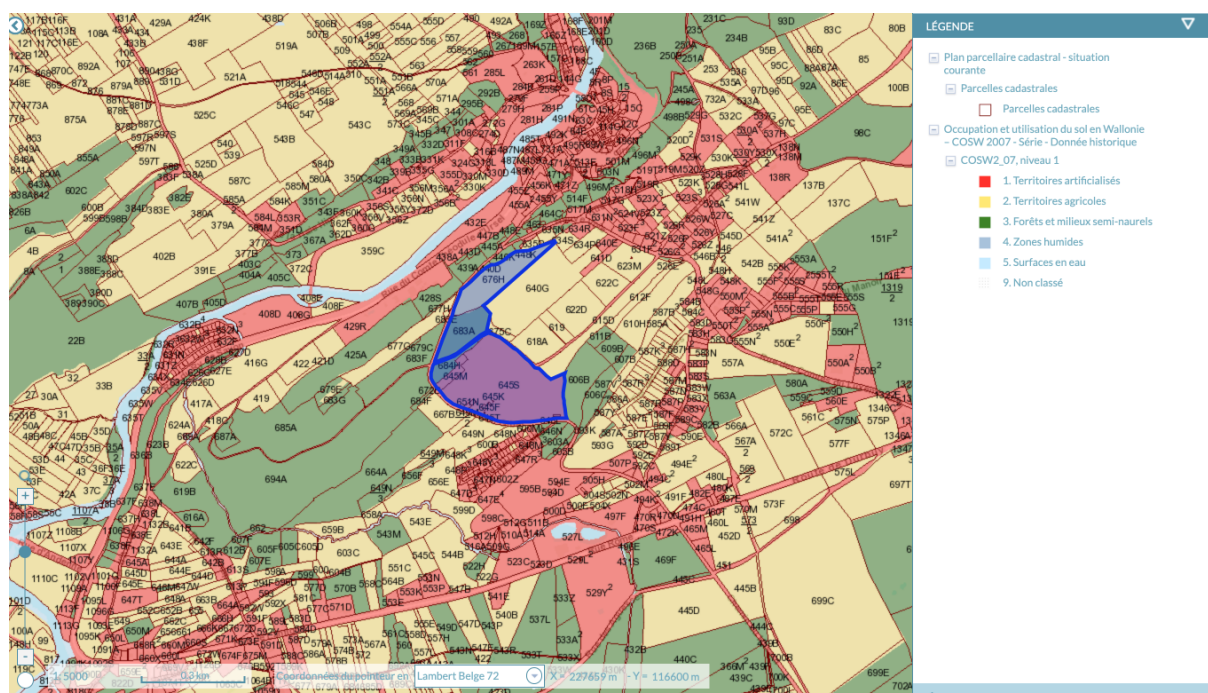
Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- Plan de secteur : Marche La Roche entré en vigueur le 25/01/1989



● Carte d'affectation des sols :



○ Schéma de développement pluricommunal :

○ Schéma de développement communal :

○ Schéma d'orientation local :

● Guide communal d'urbanisme :

- Réglementation sur la présentation et l'emplacement des dispositifs de publicité, arrêté du 18/10/1976 - 83012-RCB-0001-01

● Guide régional d'urbanisme :

- Enseignes et dispositifs de publicité, RGUEDP arrêté du 15/11/1990

La durée d'un permis d'enseigne n'étant pas identique au permis d'urbanisme une demande séparée sera introduite à cet effet

- Accès aux personnes à mobilité réduite, RGBPMR arrêté du 19/12/1984

Le projet tente de mettre en place des cheminements accessibles aux personnes à mobilité réduite. Néanmoins, le projet reprend un relief conséquent.

Si le projet est soumis aux normes relatives à la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux, joindre le formulaire Dn.

○ Permis d'urbanisation :.....Lot n :

● Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable

voir EIE 6.5.6. Relevés de terrains Description détaillée des habitats naturels, des habitats d'intérêt communautaire et des espèces patrimoniales + Description des éléments ligneux remarquables

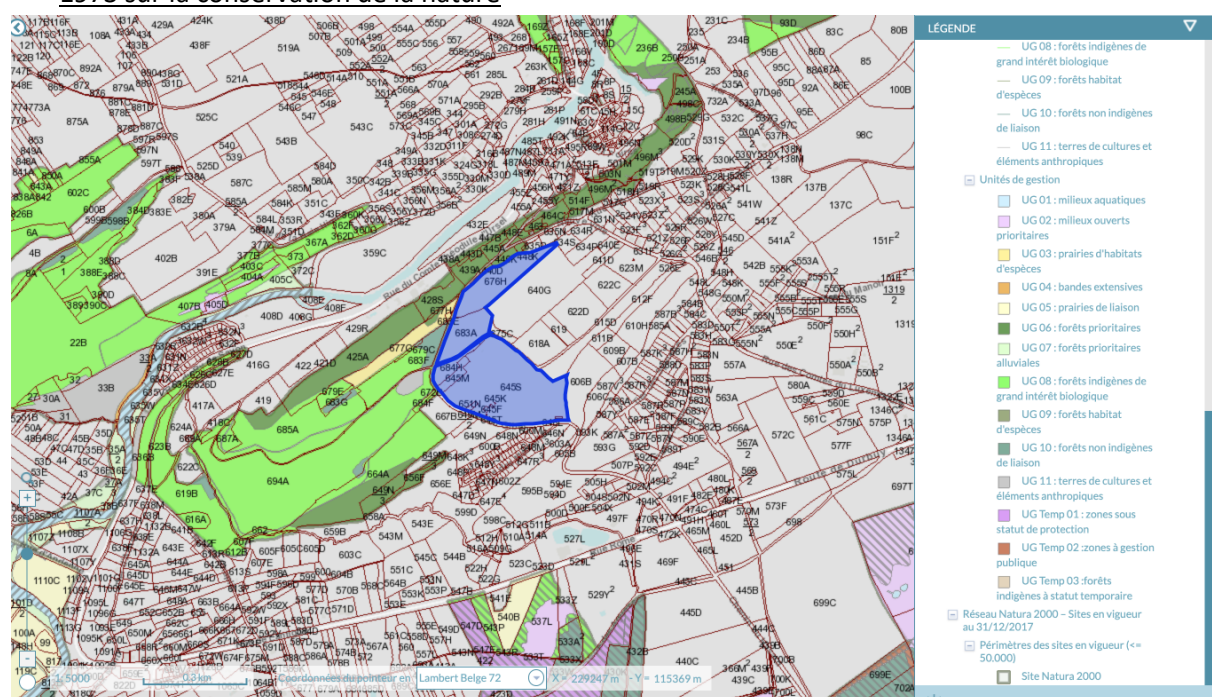
6.5.6.4 Un chêne remarquable, de plus de 150cm de circonférence, associé au groupe d'arbres adjacents, méritent d'être préservé.

○ Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification

- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : ...

Autres caractéristiques du bien

- Bien exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeure : l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'eau - l'éboulement d'une paroi rocheuse - le glissement de terrain - le karst - les affaissements miniers - le risque sismique - autre risque naturel ou contrainte géotechnique majeure : ...
- Bien situé - ~~dans~~ - à **proximité** - d'un site Natura 2000 proposé ou arrêté - d'une réserve naturelle domaniale - d'une réserve naturelle agréée - d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique - d'une zone humide d'intérêt biologique - d'une réserve forestière – visé(e) par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature



Les interventions se situent majoritairement éloignées du site Natura 2000. Le parking, situé à proximité, est réalisé avec un aménagement suivant un renforcement du site et du périmètre d'intérêt paysager, ainsi qu'un impact limité sur ceux-ci.

Voir EIE 6.56.5. MILIEU BIOTIQUE

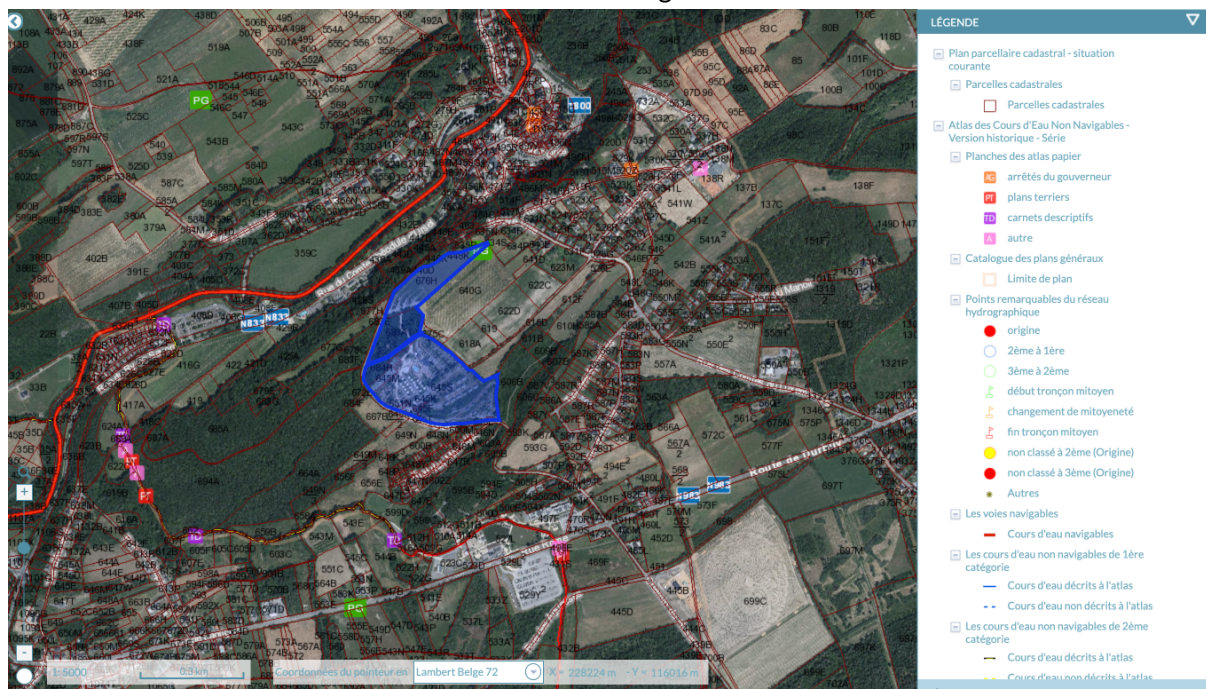
Carte 5 : Cadre biologique

Une étude biologique a été réalisée par le bureau GFEN. 6.5.1. Natura 2000

- Bien repris dans le plan relatif à l'habitat permanent...
- Bien dont la localisation est - n'est pas - susceptible d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement
- S'agit-il de la création - modification - d'un établissement présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ?

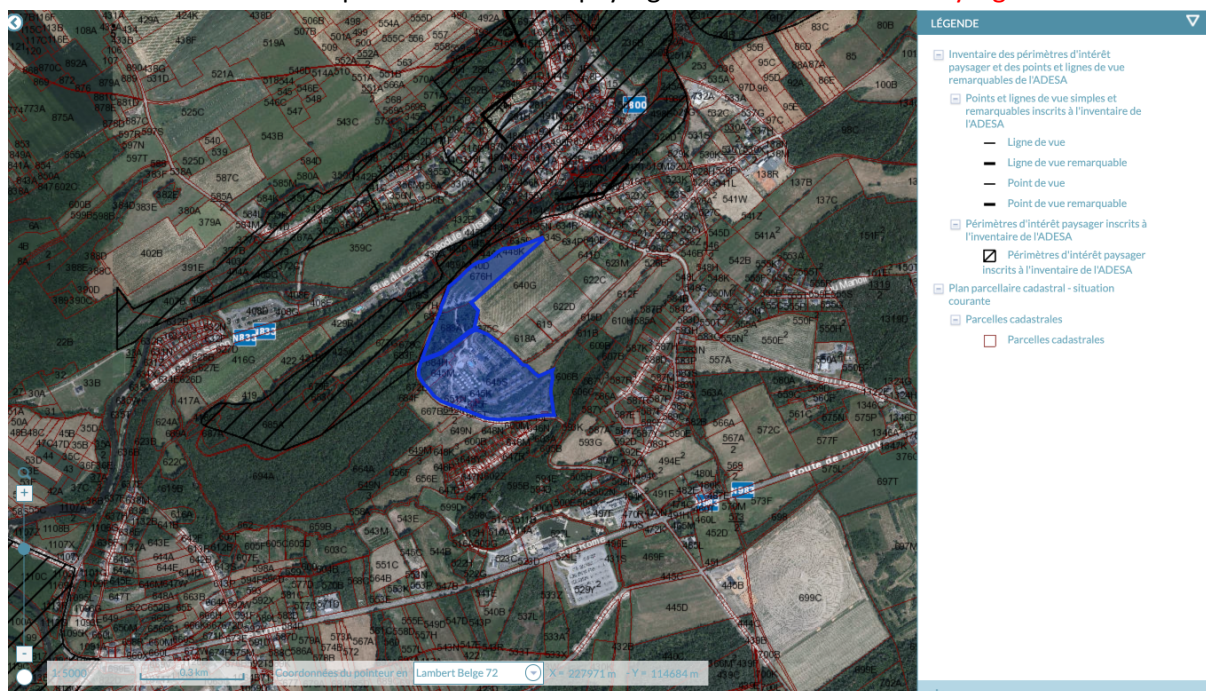
- Non
- Oui:.....

- Bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de **l'Ourthe** qui reprend celui-ci en zone **autonome** voir **EIE 7.5.5 Traitement des eaux usées**
- Présence d'une zone de prévention arrêtée, d'une zone de prévention forfaitaire ou d'une zone de surveillance relative aux captages d'eaux potabilisables instaurée en vertu du Code de l'eau: ...
- Présence d'un cours d'eau de 1^{ère} – 2^{ème} – 3^{ème}-catégorie : **Ri du Savon**

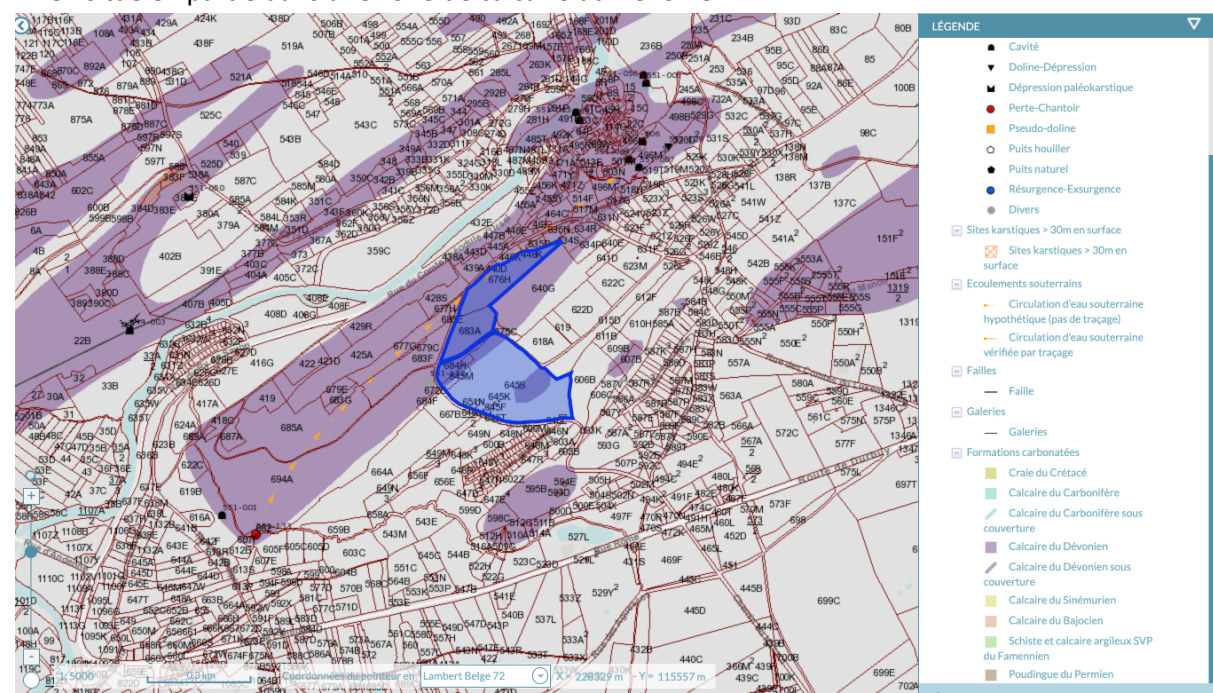


- Autres :

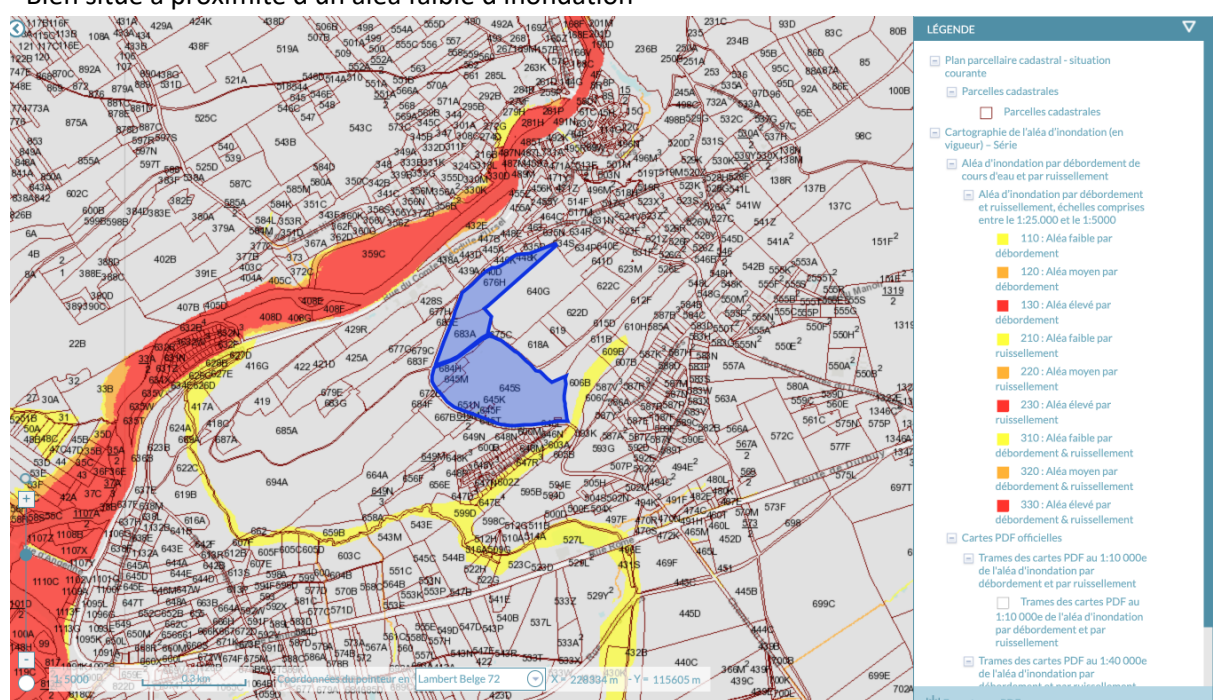
- Bien situé en bordure d'un périmètre d'intérêt paysager ADESA voir **EIE 7.7 Paysages**



- Bien situé en partie dans une zone de calcaire du Dévonien



- Bien situé à proximité d'un aléa faible d'inondation



Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- site - site archéologique- monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde
- site- site archéologique- monument - ensemble architectural - classé
- site - site archéologique- monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
- site - site archéologique- monument - ensemble architectural -figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel

- zone de protection
- bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région
- bien repris à l'inventaire communal
- bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle
- bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
- bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

Pour la région de langue allemande, en vertu du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et sites, ainsi qu'aux fouilles

- bien provisoirement ou définitivement classé
- bien situé dans une zone de protection d'un bien provisoirement ou définitivement classé

Cadre 6 - Options d'aménagement et parti architectural du projet

Les aménagements des abords sont réalisés afin de favoriser une intégration des différentes installations dans son contexte et de participer à la conservation du paysage. De ce fait, l'aménagement de buttes et de plantations ont été réalisées. Tandis que des plantations sont prévues pour renforcer la zone Natura 2000, située à proximité.

L'aménagement du restaurant est également revu afin de proposer un meilleur contexte au site en y intégrant les différentes techniques nécessaires au bon fonctionnement du Glamping.

Cadre 7 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

voir EIE 7.8. CADRE BÂTI ET PATRIMOINE

Plusieurs parties du périmètre se trouvent également en zone agricole. Au Nord et à l'Ouest du périmètre, le projet ne prévoit aucun aménagement dans la zone agricole. Au Sud, **on retrouve une tente en zone agricole**. Cette tente est toutefois déjà présente et aucune modification n'est prévue dans la zone.

Un mécanisme dérogatoire devrait donc s'appliquer sur base de l'article D.IV.7 du CoDT qui prévoit que, pour des besoins économiques ou touristiques, un permis d'urbanisme puisse être octroyé en dérogation au plan de secteur. Peuvent prétendre à l'application de ce mécanisme : les ensembles de bâtiments qui forment une unité fonctionnelle lorsqu'il s'agit d'actes et travaux de transformation ou d'agrandissement impliquant une dérogation à l'affectation d'une zone contigüe, à l'exclusion des zones naturelles, des zones de parc et des périmètres de point de vue remarquable.

Cadre 8 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

- ☐ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement
- ☒ Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 9 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Cadre 10 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

- ☐ **Non** La voirie vicinale (chemin agricole n°6) dit de BOHON traverse le site et reste inchangée

☒ ~~Oui : description succincte des travaux.....~~

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière

Cadre 11 – Décret relatif à la performance énergétique des bâtiments

La demande comporte (joindre en annexe):

Le ou les documents requis en vertu du décret PEB et de ses arrêtés

Cadre 12 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique

Cadre 13 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée
- La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande

Cadre 14- Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires (+ 1 exemplaire par avis à solliciter) est la suivante :

- ☒ un plan de situation du bien concerné dressé à l'échelle de 1/10.000^e ou de 1/5.000^e, qui figure dans un rayon de 500 mètres de celui-ci :
 - ☒ l'orientation ;
 - ☒ la localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de la localité;
 - ☒ les voies de desserte et leur dénomination ;
- ☒ un plan qui figure le contexte urbanistique et paysager établi à l'échelle de 1/1.000^e ou de 1/500^e et qui figure :
 - ☒ l'orientation ;
 - ☒ la voirie de desserte cotée avec indication de son statut juridique ;
 - ☒ l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci ;
 - ☒ lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT, les principales caractéristiques du paysage telles que les éléments marquants du relief, les courbes de niveaux, la végétation, en ce compris l'existence d'arbres ou de haies remarquables au sens de l'article D.IV.4, 12° du CoDT, la présence d'un cours d'eau ou tout autre élément marquant sur le bien concerné et dans un rayon de 100 mètres de celui-ci ;

- ☒ l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique visé ci-dessous;
- ☒ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
 - ☒ deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
 - ☒ au moins trois prises de vues différentes afin de visualiser les limites du bien concerné, les constructions voisines et l'environnement général ;
 - ☒ lorsqu'il s'agit d'une nouvelle construction ou lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager, au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet ;
- ☐ le cas échéant, une note de calcul justifiant le respect du critère de salubrité visé à l'article 3.5° du Code wallon du logement et de l'habitat durable et portant sur l'éclairage naturel
- ☒ un plan d'implantation représentant l'occupation de la parcelle, dressé à l'échelle de 1/500e, de 1/250e ou de 1/200e et qui figure :
 - ☒ les limites cotées de la parcelle concernée et les courbes de niveau ;
 - ☐ lorsqu'elle porte sur la construction groupée d'habitations à diviser ultérieurement en lots sans que le permis d'urbanisation soit requis au préalable, les limites des lots ;
 - ☒ au moins deux coupes significatives longitudinale et transversale cotées du relief ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;
 - ☐ si le projet implique une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres sur le plan d'implantation avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ;
 - ☒ le cas échéant, l'implantation et le gabarit cotés des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
 - ☒ l'implantation et le gabarit cotés des constructions projetées ;
 - ☒ les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
 - ☐ le cas échéant, le tracé des infrastructures de transport de fluide et d'énergie qui traversent le ou les biens concernés ;
 - ☒ l'aménagement maintenu ou projeté du solde de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, les matériaux projetés ainsi que l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables et les plantations projetées ;
 - ☐ le niveau d'implantation du projet par rapport à un repère fixe du domaine public ;
 - ☐ les aménagements et équipements de la voirie, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;

- ☒ le réseau de principe du système d'évacuation des eaux ;
- ☒ en cas d'épuration individuelle avec dispersion des eaux dans le terrain, une étude hydrologique.
- ☒ la visualisation du projet reprenant les constructions à maintenir, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e, qui figure :
 - ☒ la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux ;
 - ☒ les élévations ;
 - ☒ la légende des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures ainsi que leurs tonalités ;
 - ☒ les coupes transversales et longitudinales cotées qui comportent le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës ;
- ☐ le cas échéant, les mesures techniques actives et passives prévues par l'architecte pour prévenir ou minimiser les risques au regard des zones à risques définies par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et en relation avec le plan d'action régionale en matière de lutte contre le radon ;
- ☐ le cas échéant, le dossier technique du projet de voirie, qui comprend :
 - ☐ une vue en plan et des profils en long établis à l'échelle de 1/200^e ou 1/1000^e ;
 - ☐ des profils en travers établis à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e ;
 - ☐ une coupe-type avec les matériaux projetés.

La coupe-type peut être fixée en fonction d'un cahier des charges imposé par l'autorité compétente.

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.

Cadre 15 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....

Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu

de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l'application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Protection des données

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une

forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

Si la demande est introduite auprès d'une commune :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) via courriel à l'adresse suivante : ou à l'adresse postale suivante :

.....
.....

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du

Le Ministre-Président,

Willy BORSUS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Carlo DI ANTONIO